

POUR UN EGAL PARTAGE DE NOS RICHESSES

Après avoir réduit la masse salariale en 2003 et fait porter à l'ensemble des salarié(e)s le coût moral, psychologique et financier du plan social, la direction et les actionnaires de ICE persistent dans leur logique de recherche du profit maximal en employant tous les moyens pour agir sur les « coûts » salariaux. Avec 40% d'effectif en moins, les objectifs fixés par la direction sont de 20M€ en commandes et 21 M€ en facturation.

Par leurs propositions, ICE et les actionnaires :

- **augmentent la charge de travail et la pression psychologique sur les salariés en exigeant une forte mobilité à certain(e)s et une polyvalence**
- **choisissent de développer la sous-traitance au lieu de privilégier l'emploi en interne, la formation du personnel et l'investissement dans l'entreprise**
- **défavorisent les petits salaires et maintiennent un écart gigantesque entre les salaires ouvriers et ceux de la direction**
- **maintiennent l'inégalité entre salarié(e)s dans l'accès à une mutuelle et prévoyance**
- **développent l'individualisation pour les ICA et appliquent des salaires au mérite**

Mais rassurons-nous, les cadres dirigeants s'octroient de confortables augmentations en 2003, 150€ en moyenne contre 30€ d'augmentation pour certain(e)s salarié(e)s ou pas du tout d'augmentation pour d'autres.

Cela suffit !

La situation du groupe construit sur les richesses produites par les salarié(e)s est loin d'être dramatique. Ils ont les moyens de satisfaire nos revendications !

Les salarié(e)s et les syndicats FO et CGT revendiquent et exigent une réelle revalorisation des salaires, des augmentations pour tous, l'égalité entre les statuts des salarié(e)s pour l'accès à la mutuelle, une formation qualifiante et reconnue pour tous, un véritable déroulement de carrière avec la prise en compte des qualifications, des compétences acquises ainsi que de l'ancienneté.

Nous avons pris connaissance des propositions de la direction et le décalage énorme entre les efforts demandés et la politique salariale. Nous soussignés demandons à la direction de réexaminer ses propositions